



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le vendredi 6 décembre 2019 — N° 93

Neuf heures quarante

**Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis**

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Agricultrice Entrepreneure du Québec 2019 – Chantal Van Winden.*
- La députée de Verdun sur le sujet suivant : *La Promenade Wellington récipiendaire du grand prix « Agir ensemble » de l'Opération patrimoine de la Ville de Montréal.*
- Le député de Drummond–Bois-Francis sur le sujet suivant : *Le 40^e anniversaire de l'Association des bénévoles de l'Hôpital Sainte-Croix de Drummondville.*
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *Souligner le 40^e anniversaire du Centre d'entraide aux aînés.*
- La députée d'Argenteuil sur le sujet suivant : *Hommage à Julien Lachance, un jeune homme exceptionnel.*
- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Les valeurs des jeunes de l'Évasion Saint-Pie X.*
- La députée de Côte-du-Sud sur le sujet suivant : *Défi Everest.*
- Le député de Rimouski sur le sujet suivant : *Hommage aux artisans de la radio communautaire CKMN FM.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Le 30^e anniversaire de la bijouterie Le Forgeron D'or.*
- La députée de Verchères sur le sujet suivant : *25^e anniversaire de la Fondation du Centre d'hébergement de Contrecoeur.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 2) Projet de loi n° 35
Loi visant à moderniser certaines règles relatives à la publicité foncière et à favoriser la diffusion de l'information géospatiale
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **19 septembre 2019**
- 3) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le **25 septembre 2019**
- 4) Projet de loi n° 44
Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **31 octobre 2019**

- 5) Projet de loi n° 45
Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **30 octobre 2019**
- 6) Projet de loi n° 46
Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **14 novembre 2019**
- 7) Projet de loi n° 48
Loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le **5 novembre 2019**
- 8) Projet de loi n° 49
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le **13 novembre 2019**
- 9) Projet de loi n° 51
Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille-travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **28 novembre 2019**
- 10) Projet de loi n° 52
Loi visant à renforcer le régime d'examen des plaintes du réseau de la santé et des services sociaux notamment pour les usagers qui reçoivent des services des établissements privés
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le **3 décembre 2019**
- 11) Projet de loi n° 53
Loi sur les agents d'évaluation du crédit
Présenté par le ministre des Finances le **5 décembre 2019**

Étude détaillée en commission

- 12) Projet de loi n° 15**
Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
Présenté par la ministre du Tourisme le 28 mai 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations)
déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 13) Projet de loi n° 18**
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le
curateur public et diverses dispositions en matière de protection des
personnes
Présenté par le ministre de la Famille le 10 avril 2019
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations)
déposé le 25 septembre 2019
Principe adopté le **26 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 14) Projet de loi n° 23**
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de
certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune
et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 15) Projet de loi n° 29**
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment
dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées
Présenté par la ministre de la Justice le 5 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le
17 septembre 2019
Principe adopté le **24 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 16) Projet de loi n° 32**
Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel
Présenté par la ministre de la Justice le 13 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 31 octobre 2019
Principe adopté le **6 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 17) Projet de loi n° 34**
Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le 12 juin 2019
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 24 septembre 2019
Principe adopté le **10 octobre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
- 18) Projet de loi n° 37**
Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 septembre 2019
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 30 octobre 2019
Principe adopté le **5 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 19) Projet de loi n° 40**
Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le 1^{er} octobre 2019
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 14 novembre 2019
Principe adopté le **28 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

20) Projet de loi n° 41

Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019

Présenté par le ministre des Finances le 31 octobre 2019

Principe adopté le **7 novembre 2019**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

21) Projet de loi n° 42

Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2019 et à certaines autres mesures

Présenté par le ministre des Finances le 7 novembre 2019

Principe adopté le **19 novembre 2019**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

22) Projet de loi n° 43

Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et d'autres dispositions afin de favoriser l'accès aux services de santé

Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 9 octobre 2019

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 14 novembre 2019

Principe adopté le **27 novembre 2019**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

23) Projet de loi n° 27

Loi concernant principalement l'organisation gouvernementale en matière d'économie et d'innovation

Présenté par le ministre de l'Économie et de l'Innovation le 12 juin 2019

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 3 octobre 2019

Principe adopté le 23 octobre 2019

Rapport de la Commission de l'économie et du travail adopté le **5 décembre 2019**

- 24) Projet de loi n° 31
Loi modifiant principalement la Loi sur la pharmacie afin de favoriser l'accès à certains services et autorisant la communication de renseignements personnels concernant certains enfants autochtones disparus ou décédés à leur famille (*titre modifié*)
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 13 juin 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 9 octobre 2019
Principe adopté le 31 octobre 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux adopté le **3 décembre 2019**
- 25) Projet de loi n° 47
Loi assurant la mise en œuvre de certaines mesures du partenariat 2020-2024 entre le gouvernement du Québec et les municipalités
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 5 novembre 2019
Principe adopté le 28 novembre 2019
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire adopté le **5 décembre 2019**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 26) Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**
- 27) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 28) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**

- 29) Projet de loi n° 193**
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 30) Projet de loi n° 194**
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 31) Projet de loi n° 195**
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 32) Projet de loi n° 196**
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 33) Projet de loi n° 197**
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**
- 34) Projet de loi n° 198**
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 35) Projet de loi n° 199**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 36) Projet de loi n° 391**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**

- 37) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 38) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 39) Projet de loi n° 396
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**
- 40) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 41) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 42) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 43) Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 44) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**

45) Projet de loi n° 496

Loi sur le directeur parlementaire du budget

Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**

46) Projet de loi n° 497

Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés

Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**

47) Projet de loi n° 590

Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec

Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

48) Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Saint-Tite

Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

49) Projet de loi n° 210

Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne

Présenté par le député de Masson le **4 décembre 2019**, et

Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Adoption du principe

50) Projet de loi n° 204

Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour le Port de Havre-Saint-Pierre

Présenté par la députée de Duplessis le 13 novembre 2019

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé et adopté le **5 décembre 2019**

51) Projet de loi n° 205

Loi concernant la Ville de Gaspé

Présenté par la députée de Gaspé le 13 novembre 2019

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé et adopté le **5 décembre 2019**

52) Projet de loi n° 206

Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec

Présenté par le député de Rousseau le 13 novembre 2019

Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé et adopté le **5 décembre 2019**

53) Projet de loi n° 207

Loi concernant la Ville de Murdochville

Présenté par la députée de Gaspé le 14 novembre 2019

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé et adopté le **5 décembre 2019**

54) Projet de loi n° 208

Loi concernant la cession d'un droit d'emphytéose en faveur de la Ville d'Alma

Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le 27 novembre 2019

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé et adopté le **5 décembre 2019**

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 16

Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal

Adopté le **5 décembre 2019**

Projet de loi n° 54

Loi concernant l'interdiction d'intenter certains recours liés à l'utilisation des véhicules hors route dans les sentiers faisant partie du réseau interrégional

Adopté le **5 décembre 2019**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et de la Société d'habitation du Québec, et sur le chapitre 2 du rapport de mai 2019 du Vérificateur général intitulé « Programme AccèsLogis Québec : exploitation des immeubles ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 48**, Loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles (mandat confié le 5 décembre 2019).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 34**, Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité (mandat confié le 10 octobre 2019).
- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

Mandat d'initiative

- Examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement, ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Étudier le rapport de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 40**, Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires (mandat confié le 28 novembre 2019).
- **Projet de loi n° 210**, Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne (mandat confié le 4 décembre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 15**, Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique (mandat confié le 19 septembre 2019).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 37**, Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec (mandat confié le 5 novembre 2019).
- **Projet de loi n° 41**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019 (mandat confié le 7 novembre 2019).
- **Projet de loi n° 42**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2019 et à certaines autres mesures (mandat confié le 19 novembre 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 29**, Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées (mandat confié le 24 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 32**, Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel (mandat confié le 6 novembre 2019).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 3 décembre 2019).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 18**, Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes (mandat confié le 26 septembre 2019).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 43**, Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et d'autres dispositions afin de favoriser l'accès aux services de santé (mandat confié le 27 novembre 2019).

Mandat d'initiative

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 44**, Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification (mandat confié le 3 décembre 2019).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Établir un portrait de l'exploitation sexuelle des mineurs au Québec, y compris les conséquences sur le passage à la vie adulte (mandat confié le 14 juin 2019).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 113) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **6 décembre 2019**
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

Le Centre Sida-Amitié est un organisme communautaire autonome enraciné à Saint-Jérôme, au cœur des Laurentides depuis 1990. Ayant comme mission d'offrir des services d'accueil, de soutien et d'accompagnement aux personnes vivant avec le VIH-SIDA et/ou le virus de l'hépatite C qui résident dans les Laurentides. Dans la poursuite de cette mission, l'organisme compte comme programme la Clinique Santé Amitié, clinique communautaire s'orientant sur les soins d'infectiologie. Elle joue un rôle majeur, notamment auprès des personnes marginalisées, que ce soit en raison de leur orientation sexuelle, de leurs pratiques sexuelles, de leur situation d'itinérance, d'une toxicomanie, etc.

L'équipe de la Clinique Santé Amitié accueille et soigne des patients avec ou sans carte d'assurance maladie, afin de venir en aide aux personnes ayant plusieurs troubles de santé et vivant de la stigmatisation. Son financement reposait jusqu'à tout récemment sur des programmes des industries pharmaceutiques, qui délaissent aujourd'hui ces mêmes programmes en raison du taux de guérison plus élevé de l'hépatite C dans les dernières années. La Clinique Santé Amitié risque maintenant la fermeture si elle n'obtient pas de nouvelles sources de financement récurrentes, puisque les sommes fournies par les programmes des industries pharmaceutiques représentaient les deux tiers du fonds de roulement de l'organisme. Avec plus de 5000 consultations annuelles, la Clinique Santé Amitié joue un rôle majeur dans le paysage jérômien et des

Laurentides. Il s'agit d'un modèle efficace et qui répond aux besoins d'une clientèle n'ayant pas ou peu accès au système de santé public. Des professionnels de plusieurs pays viennent visiter le CSA pour s'inspirer de son modèle de Santé Communautaire.

Actuellement, les fonds octroyés par le gouvernement du Québec par l'entremise du Programme de Soutien aux Organismes Communautaires (PSOC) ne pouvant pas servir à offrir des services médicaux, l'organisme ne peut pas les utiliser pour financer les opérations de la Clinique Santé Amitié, programme administré par le Centre Sida-Amitié.

Qu'entend donc faire la ministre de la Santé et des Services Sociaux afin d'assurer le maintien des activités de la Clinique Santé Amitié, tout en s'assurant de respecter son autonomie nécessaire à la réalisation de sa mission de médecine communautaire?

- 114) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **6 décembre 2019**
Au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles

Le projet de loi 34 supprime l'obligation pour Hydro-Québec de faire autoriser ses investissements dans son réseau de distribution. Considérant qu'il semble qu'un des objectifs du projet de loi est de générer le maximum de profits avec les tarifs d'électricité, tout en limitant pour un temps la hausse des tarifs aux clients, il est possible de supposer que dans un tel contexte Hydro-Québec serait tentée de réduire les investissements et les dépenses d'entretien, puisque ces postes ne seront plus directement pris en compte dans les tarifs. D'autre part, lorsque la Régie fixera les tarifs aux cinq ans, elle devra, conformément à la Loi, prendre en compte les actifs qui se seront ajoutés pendant les années précédentes, alors qu'elle aura perdu tout pouvoir d'autorisation de ceux-ci.

De plus, bien que la Régie conservera son pouvoir en matière de fixation des tarifs de transport, il est à craindre que les investissements et les dépenses d'entretien dans le réseau de transport ne subissent le même sort que pour le réseau de distribution. En effet, comme l'essentiel du coût de transport est assumé par les clients d'Hydro-Québec Distribution, il y aura vraisemblablement des pressions pour maintenir le coût de transport le plus bas possible, une fois encore pour maximiser les profits générés par les tarifs de détail.

Ainsi, contrairement aux demandes répétées après chaque panne majeure, Hydro-Québec n'aura aucune incitation à procéder à l'enfouissement de certaines parties du réseau. Il est aussi à craindre que les activités de maîtrise de la

végétation ne soient également réduites, avec pour résultat probable une augmentation du nombre de pannes.

Avec le projet de loi 34, on risque de se retrouver dans la même situation que connaissent présentement certaines entreprises privées : pendant leur règne, les administrateurs font tout pour maximiser les profits au bénéfice des seuls actionnaires, sans égard aux conséquences sur la qualité du service ou sur la pérennité de l'entreprise après leur départ. Or, ce qui est ici en danger, c'est la sécurité et la fiabilité à long terme des réseaux québécois de transport et de distribution d'électricité. Ces réseaux constituent des éléments essentiels de la vie économique québécoise. On semble avoir oublié que le laisser-aller a déjà dans le passé été à la source d'importantes pannes majeures et qu'Hydro-Québec a dû investir des sommes considérables pour améliorer son réseau et regagner la confiance des Québécois et celle de nos voisins états-uniens qui ne voyaient plus en elle un partenaire commercial fiable.

Mes questions au ministre sont les suivantes :

- Si le projet de loi est adopté, par quel moyen est-ce que le gouvernement entend s'assurer qu'Hydro-Québec ne sous-investisse pas dans l'entretien de son réseau de transport et de distribution, risquant ainsi de mettre en péril la pérennité du réseau électrique de notre société d'État?
- Quel est le mécanisme que prévoit le ministre pour que la Régie tienne compte des investissements au cours des 5 années, alors qu'elle ne les aura pas autorisés?

115) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **6 décembre 2019**
Au ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Selon la plateforme Arrima, « toutes les personnes qui souhaitent immigrer au Québec dans le Programme régulier des travailleurs qualifiés doivent obligatoirement passer par Arrima. Le système de gestion des demandes d'immigration basé sur la déclaration d'intérêt comprend trois étapes :

- Dans un premier temps, vous devez remplir en ligne un formulaire de déclaration d'intérêt. Dans celui-ci, on vous demande, notamment de fournir des informations sur votre scolarité, vos compétences linguistiques et vos expériences de travail.
- Le Ministère invite, à partir de la banque de déclarations d'intérêt, les personnes qui répondent à certains critères, en misant surtout sur les besoins du marché du travail dans les différentes régions du Québec. Les personnes

invitées devront remplir une demande de sélection permanente (demande d'immigration) et payer les frais liés à cette demande.

- Ces demandes seront ensuite évaluées en fonction de la grille de sélection en vigueur. »

Ma question au ministre :

- Est-ce que le ministre envisage d'afficher sur la plateforme Arrima les postes disponibles au Québec afin que les personnes souhaitant immigrer au Québec puissent postuler directement sur des postes au Québec, de la même manière que les Québécois peuvent le faire sur le site Emploi Québec?

116) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **6 décembre 2019**
À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Le 25 novembre dernier, la Ville de Montréal présentait son budget pour l'année 2020 et son PTI 2020-2022.

Le budget de la Ville de Montréal prévoit, dans la colonne des revenus, un transfert non récurrent de 150 M \$ pour l'année 2020 du gouvernement du Québec afin « d'aider la Ville à relever d'importants défis liés aux infrastructures vertes ». Cette contribution aux investissements est prévue dans le cadre de l'entente Réflexe Montréal et a comme objectif de payer au comptant certaines immobilisations.

Or, c'est la première fois, depuis sa création en 2016, que cette entente finance le budget de la Ville de Montréal par le biais d'un volet « investissements ». De plus, en date du 4 décembre 2019, on ne retrouve aucune trace de l'autorisation d'un tel transfert par le conseil des ministres, encore moins d'une annonce officielle par le gouvernement. Ainsi, il semble que la Ville de Montréal inscrive à son budget 150 M \$ financés par l'ensemble des contribuables québécois sans que le gouvernement du Québec n'ait officiellement autorisé la chose.

En outre, les besoins en investissements pour des infrastructures vertes sont également criants dans d'autres villes du Québec, notamment à Longueuil, où se trouve ma circonscription. Plusieurs de ces villes doivent hausser leurs taxes au-dessus de l'inflation pour financer ces infrastructures, une tendance qui est appelée à croître en raison de la crise climatique.

Ainsi, mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que la ministre peut confirmer si le gouvernement du Québec a offert un chèque de 150 M \$ à Ville de Montréal pour que cette dernière puisse payer au comptant certaines immobilisations en infrastructures vertes?
- Si tel est le cas, quelles sont ces immobilisations ?
- Est-ce que d'autres municipalités, dont la Ville de Longueuil, pourraient elles aussi recevoir des sommes équivalentes, pour répondre à leurs besoins tout aussi criants en matière d'infrastructures vertes?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS